



**Convention relative aux interventions  
à la Maison de Justice et du Droit de Rouen**

**CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES  
CENTRE DE DEFENSE DES CONSOMMATEURS**

**Entre les soussignés :**

**La Ville de Rouen** représentée par M. Jean-Loup GERVAISE, Adjoint au Maire de Rouen agissant au nom et pour le compte de ladite Ville, en application de l'arrêté de Monsieur le Maire portant délégation en date du 13 mai 2014 et de la délibération du XXX/2017, ci-après dénommée par les termes "la Ville",

**Le Tribunal de Grande Instance de Rouen**, sis place Foch, représenté par le Président XXX et par le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de ROUEN, Monsieur Pascal PRACHE,

**Le Conseil Départemental d'Accès au Droit de Seine-Maritime**, groupement d'intérêt public régi par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 dont le siège est au Tribunal de Grande Instance, place Foch, ci-après désigné le C.D.A.D., représenté par son Vice-Président, Monsieur Pascal PRACHE, Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Rouen, d'une part,

et

**La Confédération Syndicale des Familles - Centre de Défense des Consommateurs**, représentée par Françoise GRUN et Brigitte MASURE, Co-Présidentes de la Confédération Syndicale des Familles- Centre de Défense des Consommateurs - 55, quai du Havre - 76000 Rouen, ci-après dénommée par les termes "la C.S.F.", d'autre part.

**Il a été exposé et convenu ce qui suit :**

**Exposé :**

La Maison de Justice et du Droit, mise en place par le Ministère de la Justice et la Ville, située au Centre Administratif du Châtelet, place Alfred de Musset à Rouen, a pour mission d'accueillir, d'aider et d'informer les habitants de Rouen.

Elle vise à leur offrir les moyens de se repérer dans les circuits administratifs et judiciaires, à faciliter leur accès au droit et à la citoyenneté.

Dans ce cadre et compte tenu de l'évaluation des actions réalisées en 2017, la Ville souhaite que soit reconduit par la C.S.F., en 2018, l'appui apporté à la Maison de Justice et du Droit dans le domaine du droit de la consommation.

## **Convention :**

### **Article 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de l'intervention de la C.S.F. au sein de la Maison de Justice et du Droit de Rouen pour l'organisation de permanences en matière de droit de la consommation destinées aux administrés.

### **Article 2 : Engagement de la C.S.F.**

La C.S.F. s'engage :

1)- à tenir une permanence d'information et d'orientation sur le droit de la consommation tous les vendredis, sur rendez-vous, de 13H30 à 16H30 sauf pendant les vacances scolaires, néanmoins deux permanences seront assurées en juillet.

2)- à répondre téléphoniquement à toutes les questions relatives aux droits des consommateurs qui lui seront posées par les permanents de la Maison de Justice et du Droit, chaque jour de 9 heures à 12 heures et de 14 h à 16h30, sauf les jeudis matin ;

Les informations données au public lors des interventions demeurent sous l'entière responsabilité de ladite association. En outre, les activités de ces interventions dans les lieux mis à disposition pour les ateliers de consommateurs restent placées sous la responsabilité exclusive de la C.S.F. et de ses membres. Toute assurance devra être en conséquence souscrite, si nécessaire, par ces derniers de façon à ce que la Ville ne puisse être recherchée ni inquiétée, à raison de tout dommage éventuel causé aux personnes et/ou aux biens.

### **Article 3 : Engagement de la Ville**

La Ville s'engage :

- à assurer un défraiement à la C.S.F. pour ses interventions.

Le défraiement est fixé à 7500 € ; il sera réglé par moitié le 30 juin et le 31 décembre, sur présentation d'un mémoire à chaque échéance, détaillant le nombre et les dates des interventions assurées.

Le paiement, par la Ville s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique et au prorata du nombre des émissions et des permanences réellement effectuées.

### **Article 4 : Evaluation**

L'intervention de la C.S.F. sera évaluée à l'aide d'une fiche (cf. exemplaire fourni en annexe à la convention) remplie par les permanents de la Maison de Justice et du Droit pour toute question posée par eux et, par la C.S.F. pour toute information fournie.

Un bilan annuel sera effectué entre les parties pour apprécier l'impact de cette action et vérifier son efficacité, eu égard aux moyens engagés.

### **Article 5 : Durée**

La présente convention est conclue pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018. Elle est renouvelable par tacite reconduction, dans la limite de deux renouvellements.

Elle ne pourra être dénoncée, durant cette période, par chacune des parties qu'en cas d'inexécution totale ou partielle de ses obligations. La dénonciation devra, en outre, être notifiée au contractant par courrier motivé adressé par lettre recommandée avec avis de réception et respecter un délai de préavis d'un mois.

Article 6 : Litiges :

Les parties cocontractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'appréciation de l'interprétation de cette convention. Si toutefois un différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il serait soumis aux tribunaux de Rouen compétents.

Fait à Rouen en 4 exemplaires, le

Pour le Maire de Rouen,

Jean-Loup GERVAISE,

Adjoint au Maire chargé  
de la Tranquillité publique,  
des Foires et marchés,  
et des Systèmes d'information

Pour le C.D.A.D.,

Pascal PRACHE,

Vice-Président,  
Procureur de la République près le  
Tribunal de Grande Instance de Rouen

Pour le Tribunal de Grande Instance,

Pascal PRACHE,

Procureur de la République,

Pour la C.S.F.,

Françoise GRUN,

Co-Présidente,

Brigitte MASURE,

Co-Présidente,